

[Text]

Mr. Epp (Provencher): If the committee members do not mind, I am going to have my officials answer a lot of the technical questions because of the very complex, technical nature of them. Dr. Liston or Dr. Gunner will answer that.

Dr. Burt Liston (Assistant Deputy Minister, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare): On January 15 the Health Protection Branch published an information letter addressed to all manufacturers, health professional associations and public advocacy groups about the disclosure of non-medicinal ingredients. This information letter addresses the question of how to make available information to the consumer about the non-medicinal ingredients in non-prescription products, and it provides for a period of three months for comment. After that, we would examine the comments and any resultant difficulties and then formulate or finalize our position on how non-medicinal ingredient labelling could occur on OTC drug products.

• 1600

You previously mentioned that a number of proprietary and patent medicine products disappeared in 1976 when we went into active ingredient labelling. That was part of a much more substantive review and evaluation of these products, and some of them may have disappeared because they were outdated and not because of the labelling elements. I do not expect the same situation to occur with this initiative.

Mr. White: I have one further question dealing with restaurant foods. As tragic as were the two incidents we spoke of earlier, this is a very complex issue and we have to discuss the practical. I look forward to getting advice and recommendations from the industry at further hearings.

If I was a consumer with a life-threatening allergy, I would want to be sure that substance was not present in food. In cases of death as anaphylactic shock, there are things consumers can carry with them to help them. Therefore I think a lot does rest with the consumer. As a committee member, I would want to get advice and recommendations from other interested parties before I was convinced there is anything practical we can do on the restaurant side.

Ms Capps: We did have a fairly extensive session on drug labelling, and I am sorry Murray Dorin cannot be here today because he introduced a Private Member's Bill. I would like to go back to the notion the Minister raised about consumer responsibility. Why do we sell canned goods in grocery stores that list ingredients?

[Translation]

M. Epp (Provencher): Avec votre permission, je vais demander aux fonctionnaires de répondre à la plupart des questions techniques, car elles sont souvent fort complexes. Je vais demander à M. Liston ou à M. Gunner de vous répondre.

M. Burt Liston (sous-ministre adjoint, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé Nationale et du Bien-être social): Le 15 janvier, la direction générale de la protection de la santé a adressé une circulaire d'information à tous les fabricants, les associations des professionnels de la santé et les groupes d'intérêt public à propos de la divulgation des ingrédients non médicinaux. La circulaire proposait une certaine façon d'informer le consommateur sur les ingrédients non médicinaux contenus dans les produits en vente libre, et informait les intéressés qu'ils avaient trois mois pour nous faire parvenir leurs observations. Ensuite, nous examinerons les commentaires et les difficultés éventuelles, puis nous finaliserons notre position sur la manière dont les ingrédients non médicinaux devraient être indiqués sur les médicaments en vente libre.

Vous avez dit tout à l'heure qu'un certain nombre de médicaments brevetés ont disparu en 1976 lorsque nous sommes passés à l'étiquetage des ingrédients actifs. Cependant, il se peut fort bien que certains de ces médicaments aient disparu parce qu'ils étaient complètement dépassés, et non pas à cause des critères d'étiquetage. Je ne m'attends pas à ce que la même chose se reproduise cette fois.

M. White: Je voudrais poser une autre question au sujet des aliments vendus dans les restaurants. Certes, les deux incidents dont nous avons parlé plus tôt sont tragiques, mais il s'agit là d'une question très complexe qu'il faut aborder d'un point de vue très pratique. J'espère d'ailleurs que des représentants de cette industrie viendront exposer leur opinion et des recommandations au cours d'audiences futures.

Si je souffrais d'une allergie risquant de mettre ma vie en danger, je voudrais m'assurer que le produit en question ne se trouve pas dans les aliments que je suis amené à consommer. Cependant, pour éviter les décès par choc anaphylactique, les consommateurs peuvent utiliser certaines substances, ce qui signifie qu'ils ont une grosse part de responsabilités. C'est pourquoi je tiens à connaître l'avis d'autres parties intéressées, car je ne suis pas convaincu que nous puissions faire quoi que ce soit de concret, du côté de la restauration.

Mme Capps: Nous avons consacré une séance relativement longue à l'étiquetage des médicaments, et je regrette que Murray Dorin ne soit pas avec nous aujourd'hui, car il a présenté un projet de loi privé. Pour ma part, je voudrais revenir à la notion de responsabilité individuelle, que vient d'évoquer le ministre. Pourquoi oblige-t-on les fabricants d'aliments en boîtes à mentionner leurs ingrédients sur les étiquettes?